

COMPTES ADMINISTRATIFS 2017



DISTRICT URBAIN
de FAULQUEMONT

Terre d'énergies



LE COMPTE ADMINISTRATIF

Le compte administratif constitue le compte rendu de la gestion du Président (ordonnateur) pour l'exercice écoulé. Il retrace les mouvements effectifs de dépenses et de recettes de la collectivité.

Le compte administratif est ainsi le bilan financier de l'ordonnateur qui doit rendre compte annuellement des opérations budgétaires qu'il a exécutées.

Il constitue l'arrêté des comptes de la collectivité à la clôture de l'exercice budgétaire, qui intervient au plus tard le 30 juin de l'année N+1.

A chaque budget correspond un compte administratif.

Il est obligatoire et obéit aux mêmes principes d'annualité, d'unité, de sincérité et d'équilibre que le budget.

Les montants inscrits au compte administratif doivent être en concordance avec ceux figurant au compte de gestion.

Il est préparé par l'ordonnateur, obligatoirement au vu du compte de gestion fourni préalablement par le receveur municipal.

Il doit être présenté à l'assemblée pour la séance spécifique au cours de laquelle il est débattu et adopté.

L'ordonnateur peut assister aux débats mais il doit impérativement se retirer au moment du vote, car il ne peut pas être juge et partie.

Le compte administratif est accompagné d'un rapport relatif aux résultats de l'exécution de l'exercice antérieur et aux comptes associés, qui analyse l'exécution des crédits.

I. BUDGET GENERAL

Balance compte administratif 2017

	Dépenses (€)	Recettes (€)	
Fonctionnement	10 449 247	17 370 155	6 920 908
Investissement	7 664 813	5 064 628	-2 600 185
	Déficit d'investissement N-1 : 1 878 204	Excédent de fonctionnement N-1 : 5 769 449	

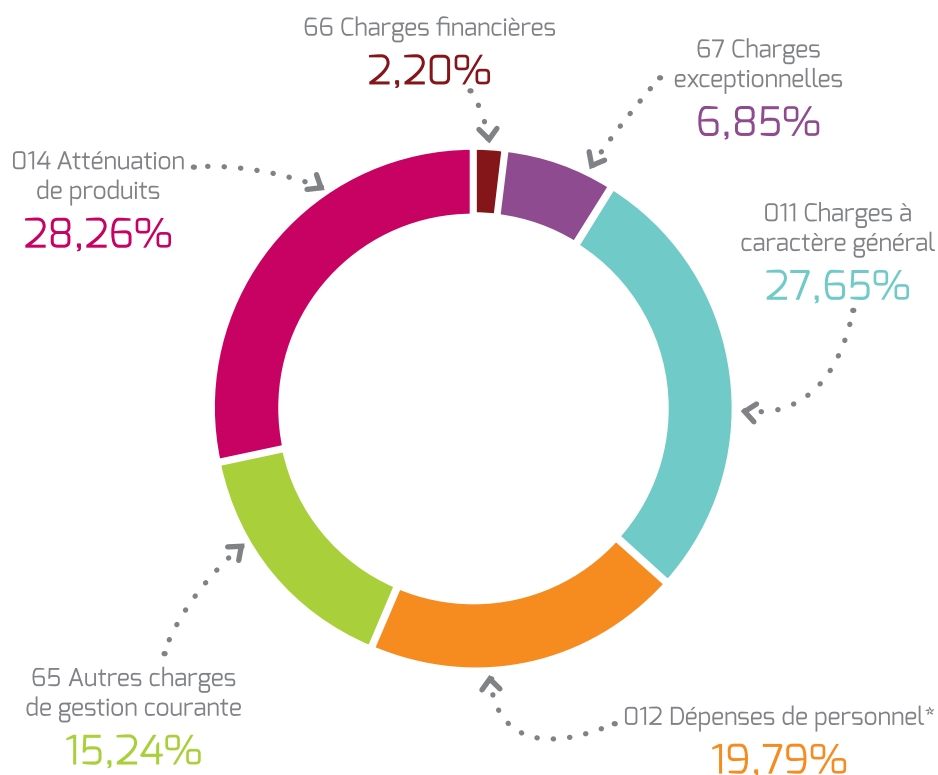
1. SECTION DE FONCTIONNEMENT

1.1 LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (en €)				2017 / 2016	
CHAPITRES	LIBELLÉS	CA 2016	CA 2017	Écart en €	Évolution en %
011	Charges à caractère général (rattachement charges inclus)	2 364 106	2 437 686	73 580	3,11
012	Dépenses de personnel*	2 155 507	2 232 423	76 916	3,57
65	Autres charges de gestion courante	1 264 165	1 343 743	79 578	6,29
014	Atténuation de produits	2 360 071	2 491 043	130 972	5,55
66	Charges financières	208 580	193 618	-14 962	-7,17
67	Charges exceptionnelles	1 885 998	604 101	-1 281 897	-67,97
042	opérations d'ordre	1 038 250	1 146 633	108 383	10,44
TOTAL		11 276 677	10 449 247	-827 430	-7,34

* dont personnel des budgets annexes

RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRES



*Charges de personnel d'assainissement et de déchets déduites

Les charges à caractère général (chapitre 011) comprennent des charges liées à la structure (énergies, maintenance, assurances, charges locatives, impôts et taxes, entretien et réparations, etc.) et des charges liées à l'activité (achats de petits équipements ou de prestations de services, alimentation, déplacements et missions, frais de télécommunication, de publication, d'affranchissement, locations de véhicules et d'équipement, carburant, etc.)

Ces charges représentent 27,65 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Le budget primitif 2017 a été construit avec l'objectif de limiter et d'encadrer les charges de ce chapitre pour faire face aux restrictions budgétaires en tenant compte des éléments suivants :

- Augmentation des dépenses d'entretien de notre patrimoine qui s'accroît constamment ;
- Augmentation des dépenses relatives à la dématérialisation.

Ce chapitre est clôturé avec une augmentation limitée à 3,11 % de dépenses par rapport à 2016.

Les charges de personnel (chapitre 012) regroupent l'ensemble du personnel intercommunal y compris les personnels des budgets annexes Assainissement et Déchets. Les masses salariales correspondantes sont ensuite refacturées aux budgets annexes concernés.

Elles progressent de 3,57 % par rapport à 2016.

Hors dépenses de personnel des budgets assainissement et déchets, les charges de personnel représentent 19,79% des dépenses réelles de fonctionnement, ce qui en fait le troisième poste de dépenses de la section de fonctionnement.

La progression, bien que mécaniquement liée au Glissement Vieillesse Technicité, évolue également selon les choix opérés par la collectivité sur sa structuration.

Les charges de gestion courante (chapitre 65) représentent près de 15,24 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles sont en augmentation par rapport à 2016 de 6,29%. Ce chapitre comprend les indemnités des élus qui sont stables ainsi que les subventions et contributions dont le détail figure dans le tableau ci-dessous :

GEME	30 000 €
MISSION LOCALE	31 915 €
MOSELLE ATTRACTIVITE	37 328 €
AIRE D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	146 220 €
MULTI ACCUEIL FAULQUEMONT	225 000 €
FONDS SOCIAL POUR LE LOGEMENT	15 202 €
COLLEGES	38 664 €
CREANTO	45 000 €
ECOLE DE MUSIQUE	10 000 €
FOURRIERE ANIMALE	21 277 €
AMICALES SAPEURS POMPIERS	6 000 €
AIDE CULTURE	17 500 €
SERVICE D'INCENDIE	524 796 €

Les charges financières (chapitre 66) sont les charges liées aux intérêts de la dette qui sont composées du paiement à l'échéance des intérêts d'emprunts et le paiement des intérêts courus non échus (ICNE).

Elles représentent une faible part des dépenses réelles de fonctionnement (2,20 %) pour un total de 193 617,60 euros soit une diminution de 7,17% par rapport à l'année 2016.

Les charges exceptionnelles (chapitre 67), se justifient, comme leur nom l'indique, par des écritures exceptionnelles qui n'ont pas vocation à se reproduire. La part de ce chapitre de 6,85 %, au sein des dépenses réelles de fonctionnement est bien plus importante cette année.

Pour 2017, il s'agit du versement d'une subvention exceptionnelle au budget annexe déchets afin de couvrir les difficultés financières du SYDEME (600 000 €).

Les atténuations de produits (chapitre 014) représentent 28,26 % des dépenses réelles de fonctionnement et s'élèvent à la somme de 2 491 043 euros, soit une hausse de 5,55 % par rapport à 2016.

Le chapitre est composé comme suit :

- Les attributions de compensation (AC) versées aux communes membres pour un total de 2 047 608 euros.
- Le versement FPIC toujours plus important : 443 435 € en 2017 (soit plus 41,92 % par rapport à 2016)

Les opérations d'ordre (chapitre 042) sont constituées des amortissements réglementaires.

L'intégralité des opérations d'ordre indiquées ci-dessus sont inscrites à l'identique en recettes d'investissement.

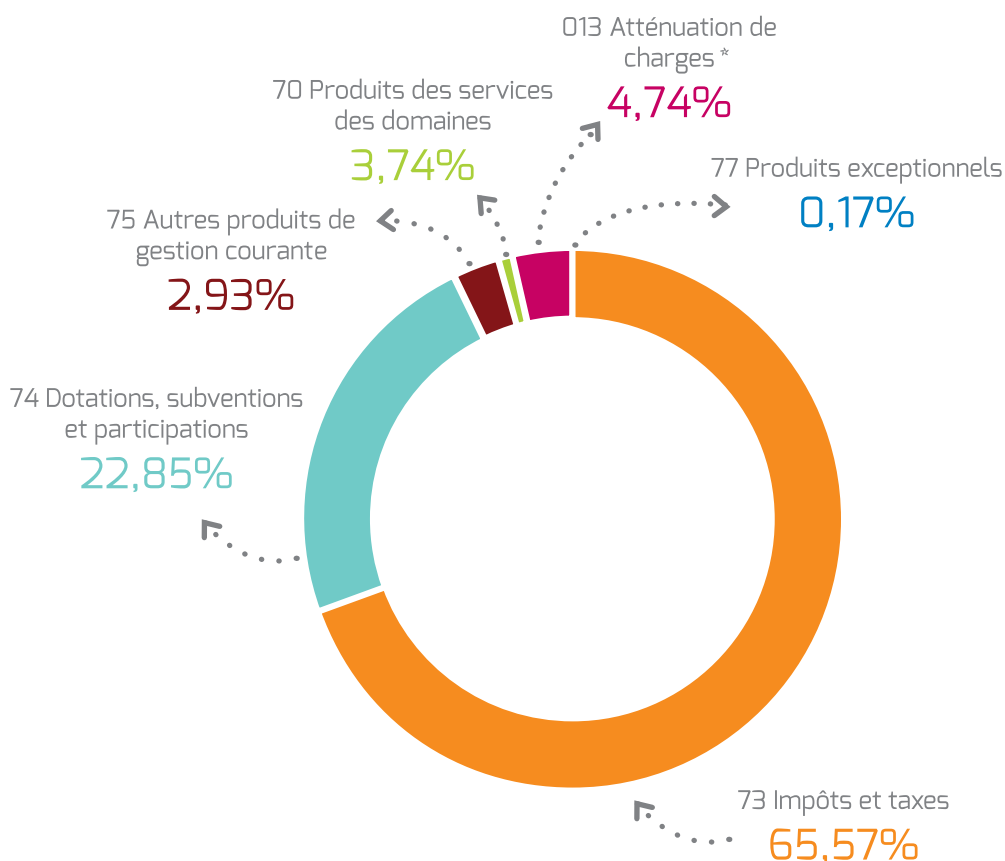
1.2 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement 2017 s'élèvent à la somme de 11 600 706 €, soit une faible augmentation de 0.89 % par rapport à 2016.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en €)				2017 / 2016	
CHAPITRES	LIBELLES	CA 2016	CA 2017	Écart en €	Évolution en %
013*	Atténuations de charges	544 690	510 328	-34 362	-6.31
70	Produits des services, du domaine et vente divers	429 473	370 037	-59 436	-13.84
73	Impôts et taxes	7 539 294	7 720 976	181 682	2.41
74	Dotations, subventions et participations	2 627 892	2 587 492	-40 400	-1.54
75	Autres produits de gestion courante	337 118	296 044	-41 074	-12.18
76 + 77	Produits financiers et exceptionnels	20 019	97 026	77 007	384.67
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections		18 803	18 803	
TOTAL RECETTES DE L'EXERCICE		11 498 486	11 600 706	102 220	0.89
002	Pour information excédent d'exploitation reporté de N-1	9 080 814	5 769 449	-3 311 365	-36.47
TOTAL GENERAL		20 579 300	17 370 155	-3 209 145	-15.59

* Dont remboursement des charges de personnel par les budgets annexes assainissement et déchets

RÉPARTITION DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT



* Remboursement des charges de personnel d'assainissement et de déchets déduites

Les produits des services (chapitre 70) représentent 3,34 % des recettes réelles de fonctionnement soit 370 037 euros.

En baisse de 13,84 % par rapport à 2016, ils sont composés des recettes suivantes :

- de la refacturation des charges aux budgets annexes, la refacturation des services d'instruction des autorisations d'urbanisme à la Communauté de Communes Haut Chemin – Pays de Pange, ainsi que de la refacturation des taxes foncières (Viessmann BRAFER, Grundfos, Score).
Il est à noter que suite à la vente du bâtiment CLIE, la taxe foncière de 2017 (80 412 €) est transmise directement par les services fiscaux à Viessmann.
- la facturation des activités aquatiques (234 546 € en 2017)

Les ressources fiscales (chapitre 73) représentent 69,59 % des recettes réelles de fonctionnement. Cela en fait le poste prépondérant des recettes globales.

En progression de 2,41 % par rapport à 2016 soit 181 682 euros, cette augmentation s'explique par le versement supplémentaire par les services de la DDFIP des montants de la TASCOM correspondant aux recettes de 2018. Ce versement de 133 333 € sera donc déduit des prévisions de 2018.

Les ressources fiscales sont composées de :

- Fiscalité des entreprises : la fiscalité des entreprises enregistre une légère hausse d'environ 64 100 euros. Elle s'explique par le dynamisme des ressources fiscales pour la CFE et les IFER (Imposition Forfaitaire des Entreprises de Réseaux) mais aussi par les rôles supplémentaires de 2013 à 2015.
- Fiscalité des ménages (TH) : la contribution des ménages se compose exclusivement de la taxe d'habitation.
- Fiscalité assise sur le foncier : imposée aussi bien aux entreprises qu'aux ménages, le produit est issu de la valeur foncière des biens. Composée de la taxe sur le foncier bâti, non bâti, cette fiscalité affiche une progression de 3,18 % soit 4 746 euros.

Les dotations et participations (chapitre 74) représentent près de 23.32 % des recettes réelles de fonctionnement. Elles sont en diminution de 1.54 %, soit 40 400 euros.

Elles se décomposent comme suit :

- Les dotations de l'Etat : en 2017, la baisse des dotations continue, en se cumulant à celles déjà appliquées depuis 2014 et cela conformément aux décisions gouvernementales prises en la matière. La DGF (Dotation Globale de Fonctionnement) diminue de 66 %, soit 687 125 euros entre 2014 et 2017.
- Les allocations compensatrices issues des mesures fiscales dictées par l'Etat dont il en prend la charge (exonérations obligatoires, dégrèvements...), sont en légère diminution. Celle-ci est essentiellement liée aux allocations attribuées pour la taxe d'habitation. En effet, suite aux décisions du Gouvernement pour l'année 2014, le nombre de personnes exonérées de taxe d'habitation avait fortement augmenté. Les allocations compensatrices correspondantes sont versées avec une année de décalage, soit en 2015/2016, d'où une hausse en 2016.

Les autres produits de gestion courante (chapitre 75) représentent 2.67 % des recettes réelles de fonctionnement soit 296 044 euros.

En baisse de 12.18 % par rapport à 2016, il s'agit principalement des loyers de la gendarmerie, des garages, redevance annuelle du Golf ainsi que la redevance pour concession ENEDIS et URM pour la redevance R2, article 8, et RODR (reversée aux communes).

Les produits exceptionnels (chapitre 77), sont composés principalement des écritures de cessions, de remboursements perçus de nos compagnies d'assurance...

Les opérations d'ordre de transfert entre sections (chapitre 042) sont composées d'écritures de cessions.

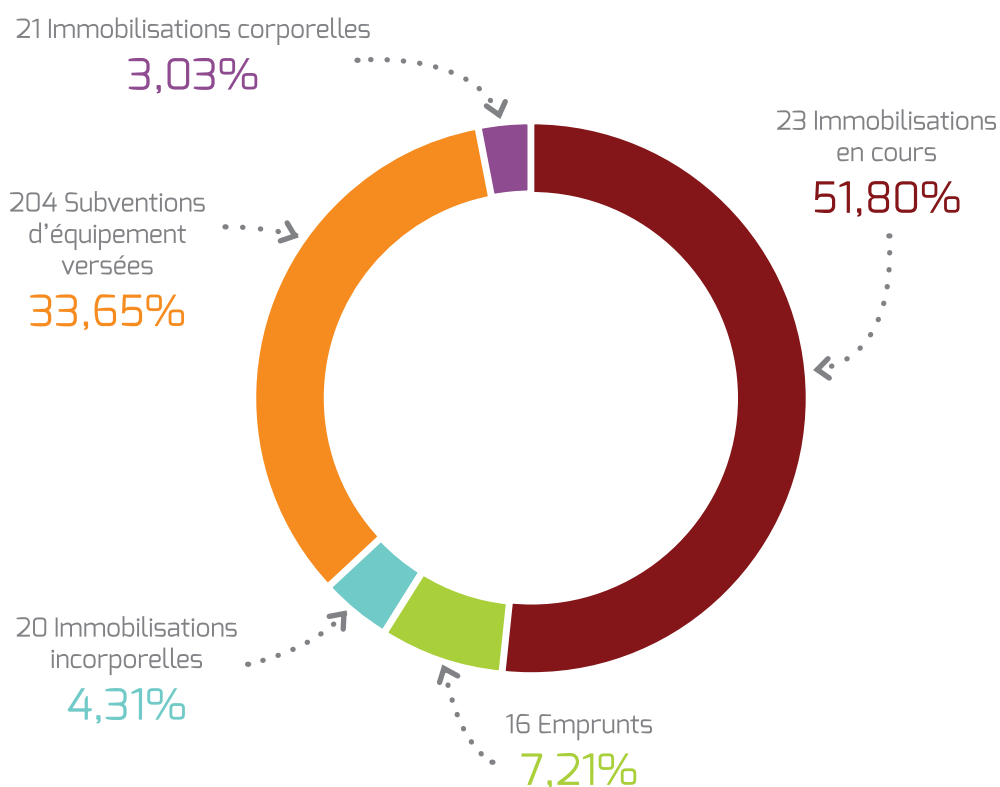
2. SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1 LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses globales d'investissement augmentent de 21.17 % soit 1 338 840 euros par rapport à 2016. Elles atteignent la somme de 7 664 813 euros.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (en €)		
CHAPITRES	LIBELLÉS	CA 2017
041	Opérations patrimoniales	36 788
16	Emprunts	413 484
20	Immobilisations incorporelles	247 149
204	Subventions d'équipement versées	1 928 513
21	Immobilisations corporelles	173 809
23	Immobilisations en cours	2 968 063
45	Opérations pour compte de tiers	-
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	18 803
001	Déficit d'investissement reporté N-1	1 878 204
TOTAL		7 664 813
RAR		1 058 301

RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT



Les dépenses d'investissement sont composées de :

Le remboursement des emprunts (chapitre 16) : le remboursement du capital d'emprunt s'élève à la somme de 413 484 euros soit une augmentation de 2,24 % par rapport à 2016.

Les subventions d'équipement versées (chapitre 204) : représentent 33.65% des dépenses réelles d'investissement.

TOTAL DAC	428 203 €
PROGRAMME HABITER MIEUX	8 500 €
SUBVENTION ENERGIES RENOUVELABLES	450 €
PARTICIPATION CONSTRUCTION RESEAU HD A MOSELLE FIBRE	291 360 €
AVANCE DE TRESORERIE SEBL (extension ZAC de PONTPIERRE)	1 200 000 €

Les opérations d'ordre (chapitres 040 + 041) : ce chapitre comprend les travaux en régie, les écritures de cession...

Descriptif des opérations d'investissements :

Les opérations d'investissement :

Section	Libellés	OP. n°1001	OP. n° 1002	OP. n°1006	OP. n° 1007	OP. n° 1008	OP. n° 1011	OP. n°1014	OP. n°1015	OP. n°1016	OP. n°1017	TOTAL	
DÉPENSES	SECTION INVESTISSEMENT	4 275 792	98 824	83 767	1 666 917	140 017	1 091 990	76 719	20 000	203 227	7 560	0	7 664 813
RECETTES	SECTION INVESTISSEMENT	4 888 719				175 909							5 064 628
	EXCÉDENT	612 927											612 927
	DÉFICIT		98 824	83 767	1 666 917	140 017	916 081	76 719	20 000	203 227	7 560	0	3 213 112
Reste à réaliser : 1 058 301													

DESCRIPTIF DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT												
	<ul style="list-style-type: none"> • Licences, logiciels • PU communes • suite transfert compétence • Travaux Hôtel Communautaire 	<ul style="list-style-type: none"> • Informatique • Travaux de maintenance et d'amélioration • Matériels et outillages techniques 	<ul style="list-style-type: none"> • Etudes projet extension ZI • Divers • signalisations • Création plateforme • Travaux VRD • Travaux de voirie et de réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • MO construction Longeville 	<ul style="list-style-type: none"> • Solde construction Club House • Divers aménagements tourisme 	<ul style="list-style-type: none"> • Outillages technique • Travaux de maintenance et d'amélioration 	<ul style="list-style-type: none"> • Clim. + photocopieur MID • Chaudière + clim. gendarmerie 	<ul style="list-style-type: none"> • Signalisations • Etudes projet extension zone • Divers travaux voirie et réseaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Dispositif sécurisation 			

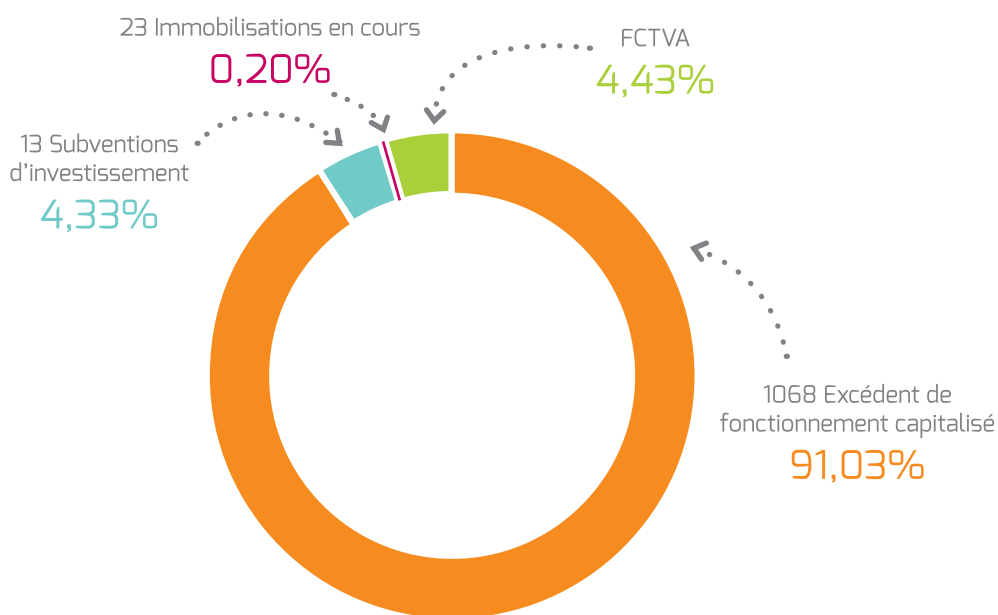
Le taux de réalisation 2017 des opérations d'investissement est de 27,62 %.

2.2 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement s'élèvent à la somme de 5 064 628 euros pour l'année 2017. Elles augmentent de plus de 13 % par rapport à 2016.

RECETTES D'INVESTISSEMENT (en €)		
CHAPITRES	LIBELLÉS	CA 2017
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	1 146 633
041	Opérations patrimoniales	36 788
10	Dotations, fonds divers et réserves	3 705 298
13	Subventions d'investissement	168 000
16	Emprunt et dette assimilées	
23	Immobilisations en cours	7 909
TOTAL		5 064 628
RAR		-

RÉPARTITION DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT



Les dotations, réserves et fonds divers (chapitre 10) sont composés de :

- L'affectation des résultats 2016 d'un montant de 3 533 173.90 euros représente près de 70 % des recettes globales d'investissement et 91,03 % des recettes réelles
- Le Fonds de Compensation de la TVA (FCTVA) représente 4.43% des recettes réelles d'investissement

Les subventions d'investissement (chapitre 13) : versement du solde de subvention par la DETR d'un montant de 168 000 € versée dans le cadre de la construction du Club House (subvention accordée 240 000 €).

Les opérations d'ordre (chapitre 040) : contrepartie du chapitre 042 en dépenses de fonctionnement.

- Amortissements réglementaires
- Ecritures de cessions d'actifs divers

II. LES BUDGETS ANNEXES

1. USINES RELAIS

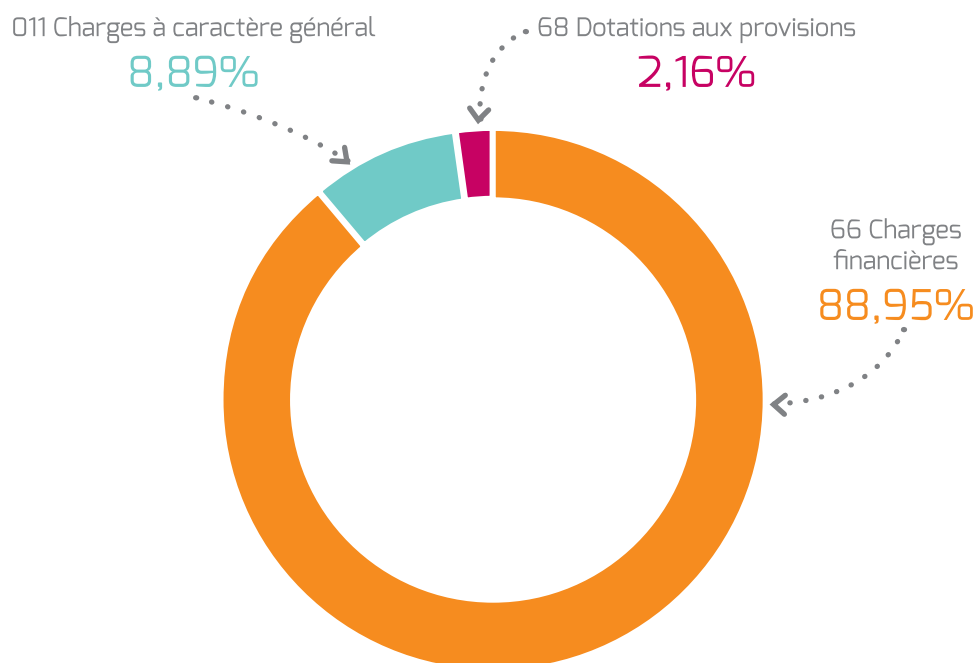
Balance du compte administratif 2017

	Dépenses (en €)	Recettes (en €)	
Fonctionnement	1 060 709	1 759 509	698 800
Investissement	1 465 615	7 350 821	5 885 206
	2 526 324	9 110 330	

1.1 LES DEPENSES ET LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (en €)			RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en €)		
CHAP	LIBELLÉS	CA 2017	CHAP	LIBELLÉS	CA 2017
011	Charges à caractère général	41 100	75	Autres produits de gestion courante	1 461 869
65	Autres charges de gestion courante		77	Produits exceptionnels	169
66	Charges financières	411 180			
68	Dotations aux provisions	10 000			
042	Opérations d'ordre de transfert entre section	598 429	042	Opérations d'ordre d transfert entre section	107 149
			002	Résultat d'exploitation reporté	190 322
TOTAL		1 060 709	TOTAL		1 759 509

RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRES



Les charges à caractère général (chapitre 011) comprennent des charges liées à la structure et à l'activité : travaux dans un bâtiment relais (ravalement façade – reprise accodrain/SCORE + délimitation abornement/RAKO), la location SCI LE TOLIER (bâtiment ALIMENTO). Il est à noter que ces charges ont baissé de plus de 54.54% par rapport à 2016.

Les charges financières (chapitre 66) sont les charges liées aux intérêts de la dette qui sont composés du paiement à l'échéance des intérêts d'emprunts et le paiement des intérêts courus non échus (ICNE). Elles représentent 88.95 % des dépenses réelles de fonctionnement pour un total de 411 180 euros.

Les opérations d'ordre (chapitre 042) sont constituées des amortissements réglementaires de nos bâtiments relais. L'intégralité des opérations d'ordre indiquées ci-dessus sont inscrites à l'identique en recettes d'investissement.

Les produits de gestion courante (chapitre 75) représentent 99.9 % des recettes réelles de fonctionnement. Il s'agit de l'ensemble des loyers des bâtiments relais perçus :

- VIESSMANN France pour le bâtiment BRAFER (120 000 €/ trimestre)
- SCORE (2 711,43 €/ mois)
- GRUNDFOS SAS (158 894,98 €/ trimestre)
- SAS ALIMENTO (1 200 €/ mois)
- RAKO (3 760,42 €/ mois)
- AFAEI pour le restaurant ESAT (22 222,22 €/ mois)

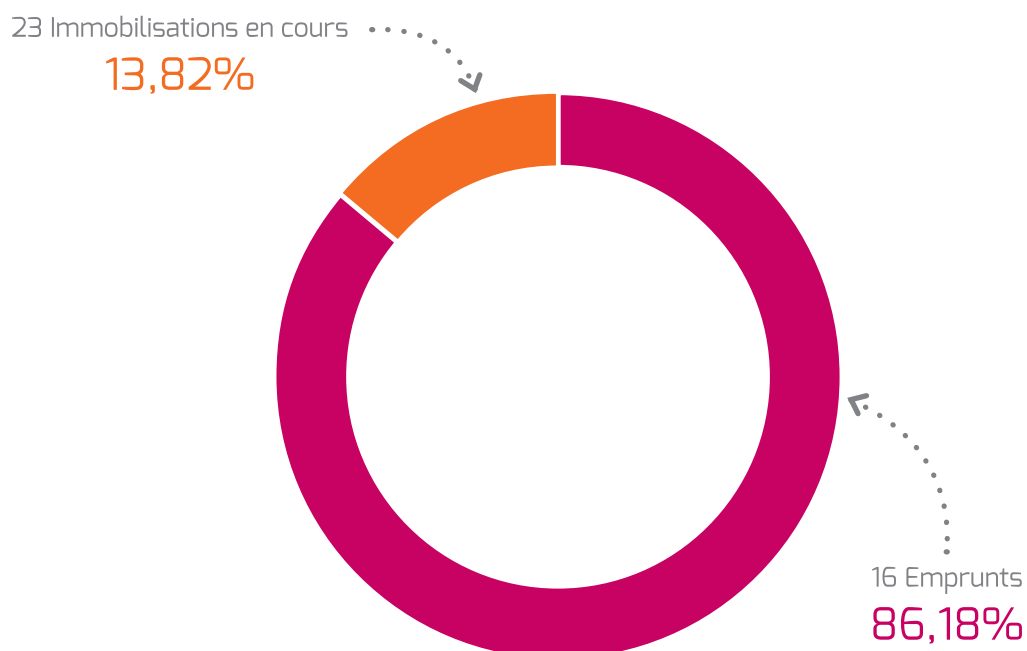
Les produits exceptionnels (chapitre 77), sont composés de produits financiers suite à la clôture de l'opération Esat avec la SODEVAM. Pour rappel (2016) : 6 852 719 € concernant la cession du CLIE à VIESSMANN FAULQUEMONT.

Les opérations d'ordre (chapitre 042) sont constituées des amortissements réglementaires. L'intégralité des opérations d'ordre indiquées ci-dessus sont inscrites à l'identique en dépenses d'investissement.

1.2 LES DÉPENSES ET LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (en €)			RECETTES D'INVESTISSEMENT (en €)		
CHAP	LIBELLÉS	CA 2017	CHAP	LIBELLÉS	CA 2017
13	Subventions d'investissement		10	Dotations, fonds divers et réserves	
16	Emprunts et dettes assimilées	1 170 694	13	Subventions d'investissement	
20	Immobilisations corporelles		21	Immobilisations corporelles	
23	Immobilisations en cours	187 772	23	Immobilisations en cours	3 300
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	107 149	040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	598 428
001	Solde d'exécution négatif reporté N-1		001	Solde d'exécution positif reporté N-1	6 749 093
TOTAL		1 465 615	TOTAL		7 350 821
RAR		88 490	RAR		

RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT



Les dépenses

Le remboursement des emprunts (chapitre 16) : le remboursement du capital d'emprunt s'élève à 1 170 694 euros soit une augmentation de 7.15 % par rapport à 2016.

Les immobilisations en cours (chapitre 23) concernent les travaux d'extension de la salle de restaurant de l'ESAT d'un montant total de 274 216,15 €.

Les opérations d'ordre (chapitre 040) sont constituées des amortissements réglementaires

Les recettes

Les immobilisations en cours (chapitre 23) : elles correspondent à une régularisation de la restitution de l'avance par la SODEVAM suite à la clôture de l'opération.

Les opérations d'ordre (chapitre 040) : contrepartie du chapitre 042 en dépenses de fonctionnement, amortissements réglementaires.

RÉCAPITULATIF DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

Sens	Section	OP. n°								TOTAL
		OP. n° 10001	OP. n° 10002	OP. n° 10004	OP. n° 10006	BRAFER	OP. n° 10007	OP. n° 10008		
DÉPENSES (en €)	INVESTISSEMENT	1 277 843						187 772		1 465 615
RECETTES (en €)	INVESTISSEMENT	7 347 521					3 300			7 350 821
	EXCÉDENT	6 069 678								6 069 678
	DÉFICIT							184 472		184 472

2. LOCATIONS IMMOBILIÈRES

Balance du compte administratif 2017

	Dépenses (en €)	Recettes (en €)	
Fonctionnement	17 033	30 314	13 281
Investissement	468	1 156 795	1 156 327
	17 501	1 187 109	

2.1 LES DÉPENSES ET LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (en €)				RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en €)			
CHAP	LIBELLÉS	CA 2016	CA 2017	CHAP	LIBELLÉS	CA 2016	CA 2017
011	Charges à caractère général	31 280	17 032	70	Ventes de produits fabriqués, prestation de service	18 223	9 152
012	Charges de personnel et frais assimilés			75	Autres produits de gestion courante	23 808	18 530
65	Autres charges de gestion courante	1	1	77	Produits exceptionnels		69
68	Dotations provisions semi-budgétaires			042	Opération d'ordre de transfert entre sections		
042	Opération d'ordre de transfert entre sections						
002	Résultat déficit N-1	8 188		002	Résultat d'exploitation reporté		2 563
TOTAL		39 469	17 033			42 031	30 314

Les charges à caractère général (chapitre 011) comprennent des charges liées à la structure et à l'activité : bâtiment pôle location, Croix Rouge.

Ces charges ont diminué de 45% par rapport à 2016. En 2016, les charges étaient liées au remplacement de l'agent d'entretien par une entreprise extérieure.

Les produits des services (chapitre 70) représentent près de 33 % des recettes réelles de fonctionnement. Ils sont composés de la refacturation des frais d'entretien, frais téléphonie et copie.

Les produits de gestion courante (chapitre 75) représentent 66.77% des recettes réelles de fonctionnement. Il s'agit de l'ensemble des loyers perçus :

- Croix Rouge Française (260 € HT)
- Prévaction division contrôle (430 € HT)
- Lorachats (jusqu'au 31.08.2017)
- Iseetech (depuis le 01.04.2017 - 350 € HT)
- New Europe Company Limited (NECL) (260 € HT)

2.2 LES DEPENSES ET LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (en €)			RECETTES D'INVESTISSEMENT (en €)		
CHAP	LIBELLÉS	CA 2017	CHAP	LIBELLÉS	CA 2017
040	Opération d'ordre de transfert entre sections		001	Excédent reporté	1 156 795
21	Mobilier	468			
TOTAL		468	TOTAL		1 156 795
RAR	-				

Les recettes d'investissement sont composées de l'excédent reporté de 2016 soit 1 156 795€.

3. GESTION DES DECHETS

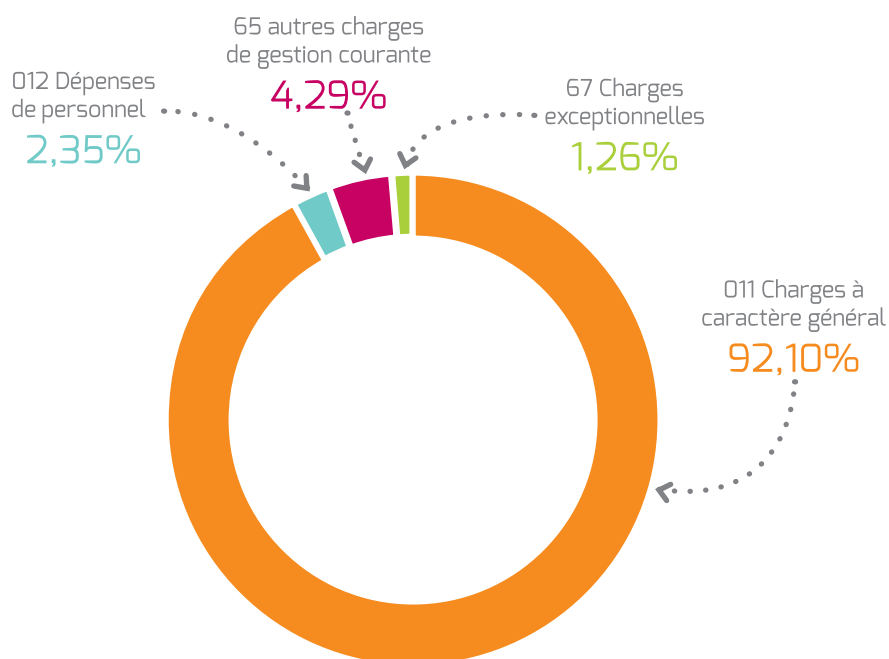
Balance du compte administratif 2017

	Dépenses (en €)	Recettes (en €)	
Fonctionnement	3 768 670	3 654 629	-114 041
Investissement	71 280	248 622	177 342
	3 839 950	3 903 251	

3.1 LES DEPENSES ET LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (EN €)				RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en €)			
CHAP	LIBELLÉS	CA 2016	CA 2017	CHAP	LIBELLÉS	CA 2016	CA 2017
011	Charges à caractère général	4 281 849	3 215 296	70	Ventes de produits fabriqués, prestation de service	2 774 320	2 746 988
012	Charges de personnel et frais assimilés	68 822	81 986	75	Autres produits de gestion courante	348 312	305 785
65	Autres charges de gestion courante	264 004	149 767	77	Produits exceptionnels	1 887 537	601 856
67	Charges exceptionnelles	488 170	43 985				
042	Opération d'ordre de transfert entre section	30 687	28 455				
002	Résultat déficit n-1	125 818	249 181				
TOTAL		5 259 350	3 768 670			5 010 169	3 654 629

RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRES



Les charges à caractère général (chapitre 011) comprennent des charges liées à la structure et à l'activité :

- achats de petits équipements : composteurs...
- prestations de services :

SITA : évacuation déchets ménagers + entretien et gestion des déchèteries (423 859 €)

ONYX EST : Collecte multi flux (510 637 €)

MINERIS : collecte du verre (51 111 €)

SYDEME : enlèvement et traitement sur déchèterie + traitement ordures ménagères, recyclables et bio déchets (2 178 012 €)

CC du Sud Messin : accès déchèterie Rémilly (32 503 €)

Ces charges représentent 92.10 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Il est à noter que ces charges ont diminué par rapport à 2016 puisqu'en 2016, un versement au Sydeme de 3 082 797,51 € a été effectué conformément à la décision modificative du Conseil Communautaire en date du 9 novembre 2016.

De plus, la renégociation du marché relatif au ramassage des ordures ménagères a permis la réalisation d'économies depuis 1er janvier 2017 :

- le nouveau marché de collecte multiflux obtenu par Veolia permet de réaliser une économie tarifaire de 278 733,08€ TTC/ an, par rapport au précédent marché ;
- des bulles à verre ont été installées dans chaque commune, ce qui engendre une économie de 123 046,30 €/ an par rapport à la collecte en porte-à-porte.

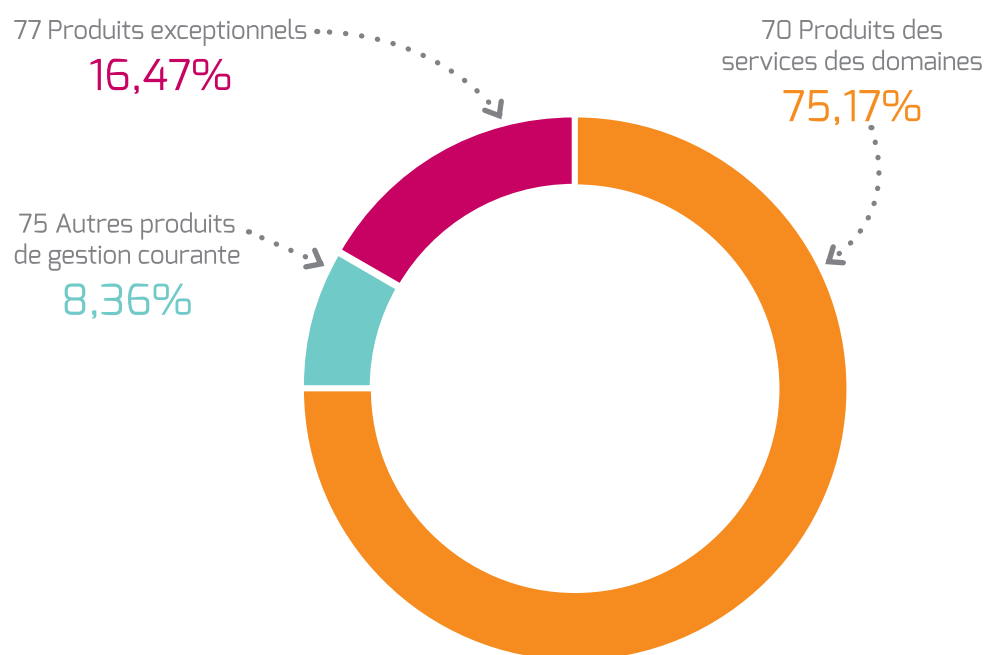
Les charges de personnel (chapitre 012) regroupent le personnel intercommunal affecté au service des déchets.

Les charges de gestion courante (chapitre 65) représentent 4.29 % des dépenses réelles de fonctionnement. Elles concernent les créances admises en non-valeur (7218,16 €) , les créances éteintes (17 165,26 €) ainsi que la contribution groupement du SYDEME (125 383,50 €).

Les charges exceptionnelles (chapitre 67) représentent 1.26 % des dépenses réelles de fonctionnement. Il s'agit des annulations de la redevance des ordures ménagères des années antérieures à 2017 (24 434 € en 2016).

Le règlement de la REOM a fait l'objet de certaines simplifications en faveur des administrés au niveau des annulations, ce qui justifie une augmentation des annulations.

RÉPARTITION DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRES



Les produits des services (chapitre 70) représentent 75.17 % des recettes réelles de fonctionnement soit 2 746 988 euros (2 774 320 € en 2016).

Ils sont composés des recettes suivantes :

- la vente de composteurs, la facturation des bacs roulants...
- la redevance des ordures ménagères dont le taux est identique à 2016

REDEVANCE ANNUELLE MÉNAGES (EN €)

	1 PERS	2 PERS	3 PERS	4 PERS	5 PERS	6 PERS ET +
	2017	2017	2017	2017	2017	2017
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES	153	241	294	345	395	424
TETING SUR NIED	135	212	265	313	357	379

REDEVANCE ANNUELLE COMMERÇANTS (EN €)

120 L	240 L	340 L	500 L	750 L
2017	2017	2017	2017	2017
218	358	450	538	728

TARIFS BACS ROULANTS – SERRURES ET COMPOSTEURS (EN €)

120 L	120 L occasion	240 L	240 L occasion	340 L	500 L	660 L	750 L	750 L occasion	SERRURES	COMPOSTEURS
35	20	40	25	55	150	150	150	130	15	15

TARIFS ACCÈS DÉCHETTERIE

Habitants	Professionnels
<ul style="list-style-type: none"> 52 passages/an gratuit 	<ul style="list-style-type: none"> de 1 à 35 passages : 25€/passage au-delà de 35 : 35€/passage nombre illimité de passage
limitation à 3,5 m3/passage	

Les produits de gestion courante (chapitre 75) représentent 8.36 % des recettes réelles de fonctionnement. Il s'agit de l'ensemble des versements de la vente de bois, ferraille, les soutiens reversés par le Sydeme pour la revente de plastique, papier, carton.

Les produits exceptionnels (chapitre 77) d'un montant de 601 856 € correspondent pour l'essentiel à la subvention provenant du budget principal de 600 000 €.

3.2 LES DÉPENSES ET LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (en €)			RECETTES D'INVESTISSEMENT (en €)		
CHAP	LIBELLÉS	CA 2017	CHAP	LIBELLÉS	CA 2017
20	Immobilisations incorporelles	14 400	001	Excédent reporté	194 230
21	Immobilisation corporelles	56 880	040	Opérations d'ordre de transfert entre section	28 455
			10	Dotations	821
			13	Subventions	25 116
TOTAL		71 280	248 622		
	RAR	26 300			

Les dépenses d'investissement correspondent à des frais d'études sur l'optimisation des déchets menées par EODD permettant de réduire les dépenses de fonctionnement et à l'achat de bulles à verre.

Quant aux recettes, il s'agit de l'excédent reporté, d'une subvention de l'Ademe suite à l'étude citée ci-dessus, du FCTVA et des amortissements dont le même montant est inscrit en dépenses de fonctionnement.

4. ASSAINISSEMENT

Balance du compte administratif 2017

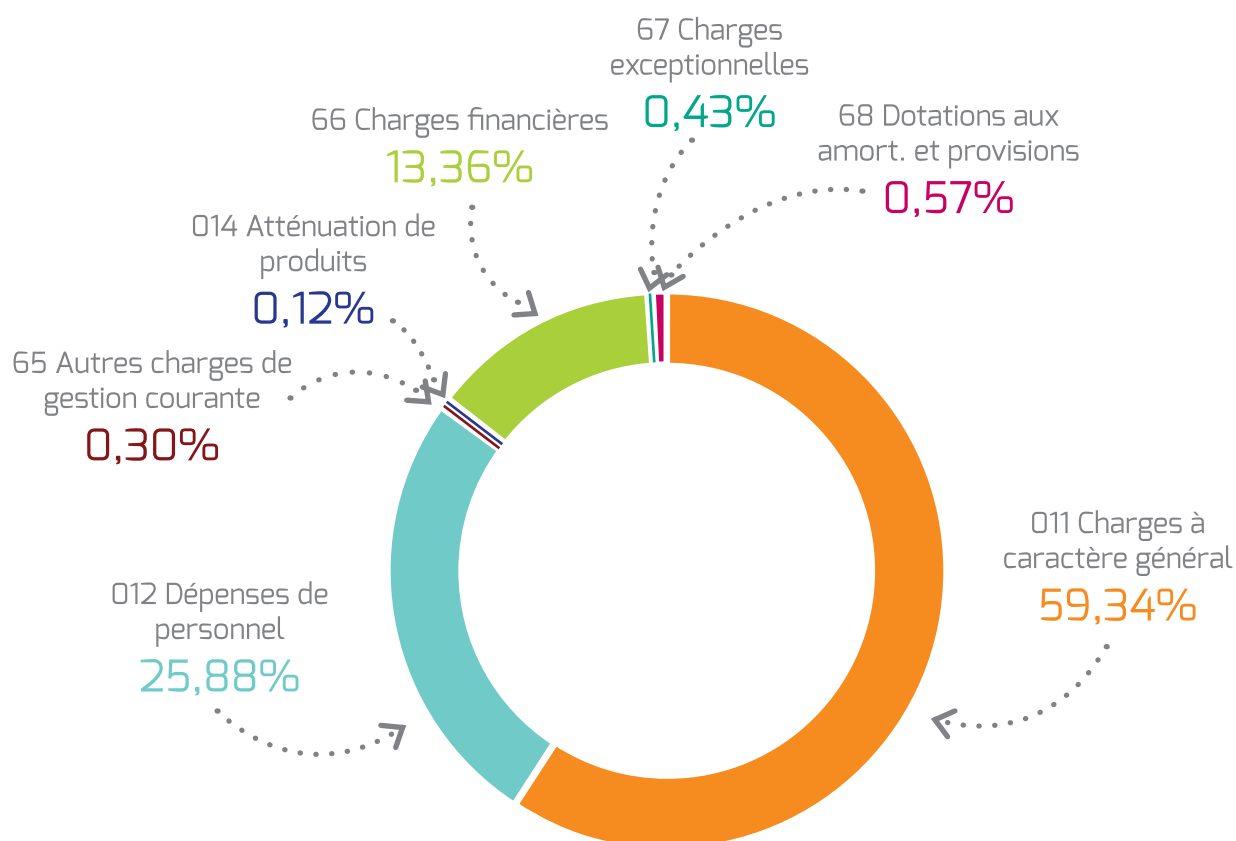
	Dépenses (en €)	Recettes (en €)	
Fonctionnement	2 399 427	2 813 164	413 737
Investissement	2 490 513	2 687 262	196 749
		Excédent d'investissement N-1 : 514 221 €	

4.1 SECTION DE FONCTIONNEMENT

LES DÉPENSES

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (en €)				2017 / 2016	
CHAPITRES	LIBELLÉS	CA 2016	CA 2017	Ecart en €	Evolution en %
011	Charges à caractère général (rattachement charges inclus)	978 943	929 710	-49 233	-5.03
012	Dépenses de personnel	430 854	405 497	-25 357	-5.89
65	Autres charges de gestion courante	6 927	4 716	-2 211	-31.92
014	Atténuation de produits	4 119	1 810	-2 309	-56.06
66	Charges financières	221 176	209 229	-11 947	-5.40
67	Charges exceptionnelles	19 980	6 703	-13 277	-66.45
68	Dotations aux amortissements et aux provisions	9 000	9 000	0	
042	Opérations d'ordre	812 353	832 762	20 409	2.51
TOTAL DEPENSES DE L'EXERCICE		2 483 352	2 399 427	-83 925	-3.38
002	Pour information déficit d'exploitation reporté de N-1	9 665			
TOTAL GENERAL		2 493 017	2 399 427	-93 590	-3.75

RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRES



Les charges à caractère général (chapitre 011) représentent 59.34 % des dépenses réelles de fonctionnement (DRF) et comprennent les dépenses de gestion courante liées à l'activité avec notamment l'énergie, l'entretien des réseaux et génie civil, les consommables des stations, les évacuations des boues-sables-graisses, les avaloirs, la maintenance, le contrat de prestations de services, le carburant, l'entretien des véhicules, les frais de télécommunication, etc.... Elles ont diminué de 5,03 % par rapport à 2016. Ceci s'explique en partie par une volonté de diminuer les dépenses de fonctionnement en renégociant certains de nos contrats (contrat relatif au nettoyage des stations d'assainissement, contrat d'électricité...)

Les charges de personnel (chapitre 012) représentent 25.88 % des DRF et correspondent au personnel affecté au service assainissement. Ces dépenses ont diminué de 5,89% car les missions des agents ont fait l'objet d'une ventilation entre le budget principal et le budget annexe assainissement afin d'assurer une plus grande transparence.

Les charges financières (chapitre 66) représentent 13.36 % des DRF et correspondent aux remboursements de nos intérêts d'emprunt contracté avec des organismes bancaires ainsi que des Intérêts Courus Non Echus (ICNE). Elles diminuent de 5,40 % du fait de la renégociation de deux emprunts auprès du crédit agricole à un taux fixe de 0,99%.

Les opérations d'ordre (chapitre 042) sont constituées de nos écritures d'amortissements liées à nos investissements et d'écriture de cession.

LES RECETTES

Les recettes de fonctionnement 2017 s'élèvent à 2 813 164 euros, soit une augmentation de 4.01 % par rapport à 2016.

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (en €)				2017 / 2016	
CHAPITRES	LIBELLÉS	CA 2016	CA 2017	Écart en €	Évolution en %
013	Atténuations de charges	1 006	22 422	21 416	+2 128.83
70	Ventes de produits, prestations de services	2 155 258	2 258 705	103 447	+4.80
74	Subvention d'exploitation	136 596	106 291	-30 305	-22.19
77	Produits exceptionnels	1 756	801	-955	-54.39
78	Reprises sur provisions		5 000	5 000	
042	Opérations d'ordres	410 120	419 945	9 825	+2.40
TOTAL		2 704 736	2 813 164	108 428	+4.01

Les produits de services (chapitre 70) représentent plus de 94.38 % des recettes réelles de fonctionnement (RRF) soit 2 258 705 € et sont en augmentation de 4.80 % par rapport à 2016.

Ils sont composés des recettes suivantes :

- de la redevance d'assainissement qui est la principale ressource de ce budget autonome, et sur 2017 l'année complète de l'abonnement pour la part de collecte et traitement.
- de la refacturation :
 - × de l'entretien du pluvial
 - × aux entreprises de curage des dépotages à la STEP de Créhange
 - × des campagnes d'avaloirs
 - × des branchements particuliers
 - × des contrôles de rejets avec les entreprises industrielles

La subvention d'exploitation (chapitre 74) représente 4.44 % des RRF: elle concerne la prime d'épuration versée par l'agence de l'eau Rhin Meuse en fonction des résultats d'exploitation de nos unités d'épuration.

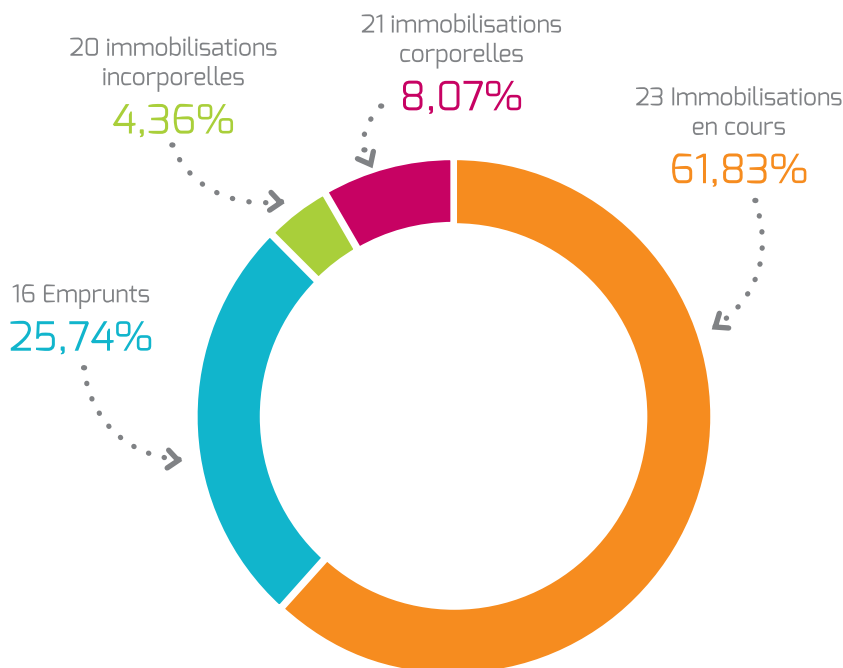
4.2 SECTION D'INVESTISSEMENT

LES DÉPENSES

Les dépenses globales d'investissement augmentent de 11.90 % soit 264 923 euros par rapport à 2016. Elles atteignent la somme de 2 490 513 euros.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT (en €)		
CHAPITRES	LIBELLÉS	CA 2017
16	Emprunts	532 879
20	Immobilisations incorporelles	90 343
21	Immobilisations corporelles	167 016
23	Immobilisations en cours	1 280 330
45	Opérations pour compte de tiers	
040	Opérations d'ordres de transfert entre sections	419 945
001	Déficit d'investissement reporté N-1	
TOTAL		2 490 513
RAR		1 523 584

RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT



Les dépenses d'investissement sont composées du :

Remboursement des emprunts (chapitre 16) : le remboursement du capital de nos emprunts s'élève à 532 879 euros, soit une augmentation de moins d' 1 % par rapport à 2016.

Les opérations d'ordre (chapitre 040) : ce chapitre comprend les écritures de reprise des participations et la maîtrise d'œuvre des travaux en régie.

Les immobilisations (chapitres 20-21-23) sont énumérées ci-après :

RÉCAPITULATIF DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

Sens	Sections	OP. Financières + ordres	OP. n° 10001	OP. n° 10004	OP. n° 10005	OP. n° 10009	OP. n° 0013	OP. n° 0015	OP. n° 0019	OP. n° 0020	OP. n° 999	TOTAL
Dépenses	INVESTISSEMENT	952 823	120 726	29 657	1 376	47 537	33 715	35 439	1 199 828	69 412	2 490 513	
Recettes	INVESTISSEMENT	2 143 702					92 614		450 946		2 687 262	
	EXCEDENT	1 190 879					58 899				1 249 778	
	DEFICIT		120 726	29 657	1 376	47 537			35 439	748 882	69 412	1 053 029
												Reste à réaliser - dépense : 1 523 584 €

DESCRIPTIF DES OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT

(1 199 828 €)	<ul style="list-style-type: none"> •solde travaux file boues step amont •préleveur entrée step créchange •variateur step longeville •dégrilleurs automatés steps amont et aval •pompe extraction boues step aval •étude état des lieux de la step de Créchange 	(1 199 828 €)	<ul style="list-style-type: none"> •Travaux réseaux Hallering tranche 1 •Travaux Step Adelange •Travaux canalisation de transfert Adelange •Etude schémas ass lots 1 et 2 •Pose canalisation de raccord. du fossé de Hallering •Indemnités
(1376 €)	<ul style="list-style-type: none"> •Armoire électrique dégrilleur Téting 	(1376 €)	<ul style="list-style-type: none"> •Création réseaux rue des myrtilles, souren et des casernes •Mise en place isolant conduite de refoulement Pont sanef boucheporn
(29 657 €)	<ul style="list-style-type: none"> •Pompe poste refoulement Créchange-village •Coffret de commande Créchange •Armoire de commande BP Faulquemont 	(29 657 €)	<ul style="list-style-type: none"> •Création réseaux rue des myrtilles, casernes •Mise en place isolant conduite de refoulement Pont sanef boucheporn
(47 537 €)	<ul style="list-style-type: none"> •Cartes soffrel Flétrange-Dorviller et bambi •Ouvrage de régul de débit RN Zimming •Clapets anti retour et vanne d'isolement surverse PR Guinglange et Elvange 	(47 537 €)	<ul style="list-style-type: none"> •Indemnités sols et culture à Henry •Arriance •Travaux route de Faulquemont à Vatimont •Pose canal venturi Lagune Hémilly •Travaux Adaincourt •Renaturation ruisseau Many
(33 715 €)		(33 715 €)	<ul style="list-style-type: none"> •Indemnités sols et culture à Henry •Arriance •Travaux route de Faulquemont à Vatimont •Pose canal venturi Lagune Hémilly •Travaux Adaincourt •Renaturation ruisseau Many
(35 439 €)		(35 439 €)	<ul style="list-style-type: none"> •Création réseaux rue des myrtilles, casernes •Mise en place isolant conduite de refoulement Pont sanef boucheporn

LES RECETTES

RECETTES D'INVESTISSEMENT (en €)		
CHAPITRES	LIBELLÉS	CA 2017
040	Opérations d'ordre de transfert entre section	832 762
10	Dotations, fonds divers et réserves	211 719
13	Subventions d'investissement	543 560
16	Emprunt et dette assimilées	585 000
001	Excédent d'investissement reporté N-1	514 221
TOTAL		2 687 262

RAR

Les recettes d'investissement s'élèvent à 2 687 262 € pour 2017. Elles diminuent de 1.92 % par rapport à 2016.

Les recettes d'investissement sont composées :

- **Des subventions d'investissement (chapitre 13)** de l'Agence de l'Eau dans lequel est compris le contrat solidarité urbain rural pour nos travaux d'assainissement sur la commune d'ADELANGE et d'un solde de subvention du Département de 2015 pour la déconnexion des fosses septiques à HERNY et ARRIANCE.
- **Des emprunts (chapitre 16)** cela correspond à un prêt contracté auprès d'un établissement bancaire pour le financement de nos travaux d'assainissement d'un montant de 585 000 € à un taux de 1,40%.
- **Des opérations d'ordre de transfert entre sections (chapitre 040)** C'est la contrepartie du chapitre 042 DF. Il s'agit de nos écritures d'amortissements et d'une cession de véhicule.

III. VERSION CONSOLIDÉE

BALANCE GÉNÉRALE (BUDGET GÉNÉRAL + BUDGETS ANNEXES)

Résultats de 2017 comprenant les opérations réelles et les opérations d'ordre

BUDGETS	FONCTIONNEMENT (en €)			INVESTISSEMENT (en €)		
	Dépenses	Recettes	Résultats	Dépenses	Recettes	Résultats
Budget général	10 449 247	17 370 155	6 920 908	7 664 813	5 064 628	-2 600 185
Budget annexe locations immobilières	17 033	30 314	13 281	468	1 156 795	1 156 327
Budget annexe gestion déchets	3 768 670	3 654 629	-114 041	71 280	248 622	177 342
Budget annexe usine relais	1 060 709	1 759 509	698 800	1 465 615	7 350 821	5 885 206
Budget annexe assainissement	2 399 427	2 813 164	413 737	2 490 513	2 687 262	196 749
TOTAL	17 695 086	25 627 771	7 932 685	11 692 689	16 508 128	4 815 439
Résultat		7 932 685			4 815 439	

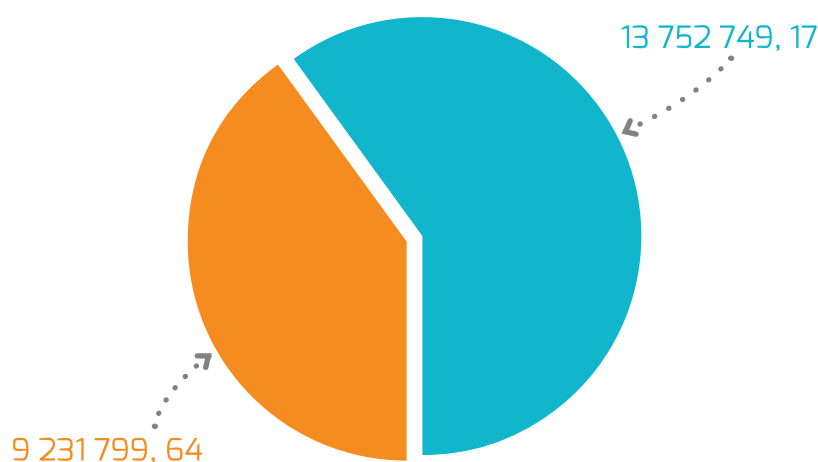
1. LES DÉPENSES RÉELLES CONSOLIDÉES DU DUF

Globalement, le montant des dépenses réalisées en 2017, en opérations réelles (hors restes à réaliser), s'établissent à hauteur de 22 984 K € (21 140 K € en 2016), soit une augmentation de 8,72 %.

Elles se répartissent comme suit :

- Section de Fonctionnement : 13 752 K€ (15 190 K € en 2016) soit une diminution de 9,46 %,
- Section d'Investissement : 9 232 K€ (5 950 K€ en 2016) soit une augmentation de 55,16 %

RÉPARTITION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT RÉELLES EN 2017

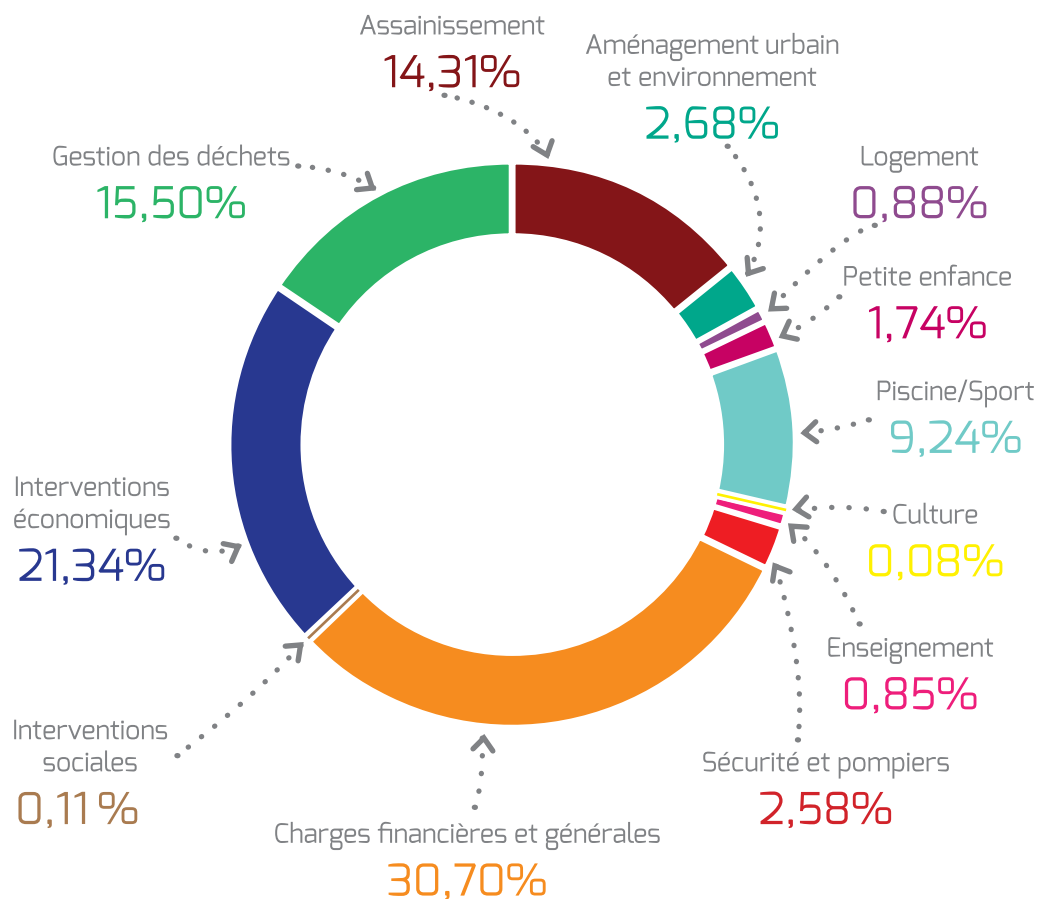


Les dépenses (fonctionnement et investissement) relatives à l'exercice des différentes compétences exercées par la communauté de communes, d'un montant total de 15 928 820,18 €, représentent 69,27% (66,11 % en 2016) des dépenses totales :

Gestion des déchets :	3 562 314 €	soit	15,50 %	(24,33 % en 2016)
Interventions économiques :	4 904 401 €	soit	21,34 %	(16,75 % en 2016)
Assainissement :	3 288 891 €	soit	14,31 %	(9,96 % en 2016)
Piscine/Sport :	2 123 586 €	soit	9,24 %	(7,26 % en 2016)
Sécurité et pompiers :	592 111 €	soit	2,58 %	(2,75 % en 2016)
Autres compétences :	1 457 515 €	soit	6,34 %	(5,06 % en 2016)

Les dépenses (fonctionnement et investissement) relatives aux charges générales (dépenses relatives à l'administration générale : secrétariat général, accueil, bâtiment administratif, fonctionnement de l'assemblée locale, information, communication, publicité, frais relatifs à la justice...) et aux charges financières (remboursement du capital et des intérêts des emprunts), d'un montant total de 7 055 728,63 €, représentent, quant à elles, 30,73 % (33,89 % en 2016) du total.

RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT 2017



1.1 Les dépenses de fonctionnement

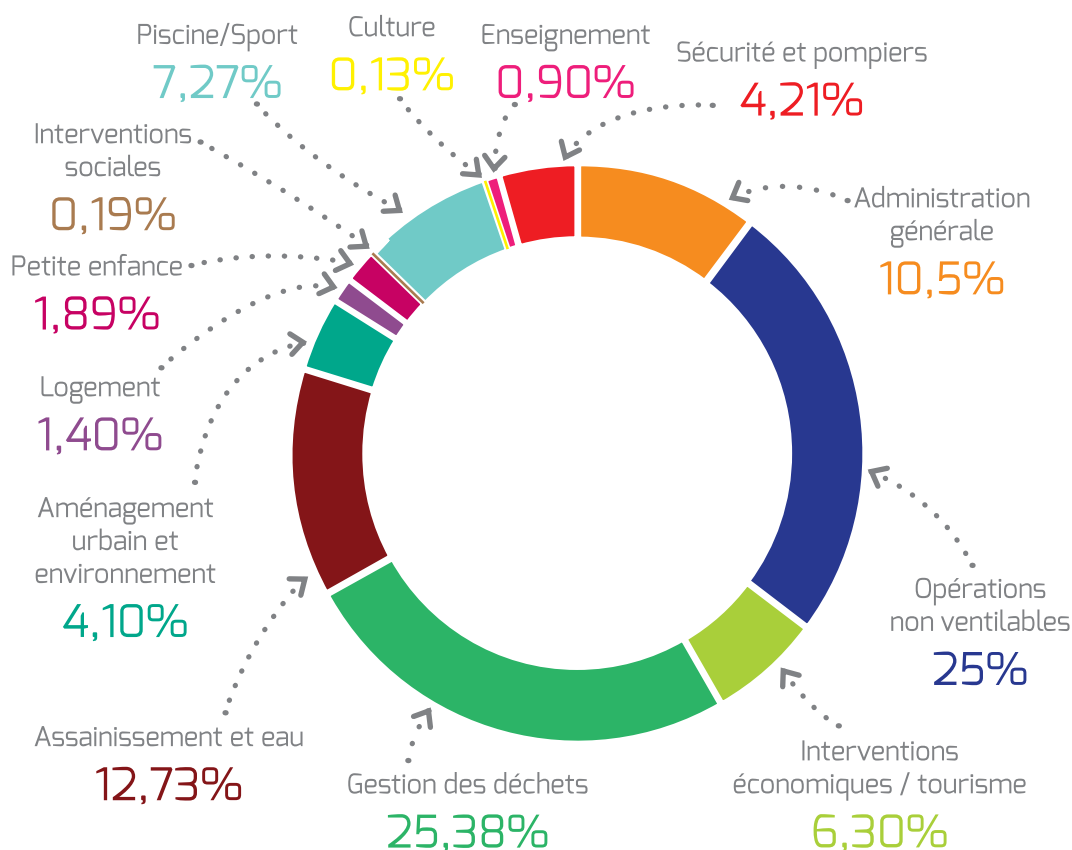
Le taux de consommation des crédits de fonctionnement a été de 93,19 % en 2017 contre 88,04 % en 2016.

Les dépenses relatives à l'exercice des compétences de la communauté de communes, d'un montant total de 8 871 994,07 €, représentent 64,51 % (67,88 % en 2016) des réalisations de la section de fonctionnement,

Gestion des déchets :	3 491 034 €	soit	25,38 %	(33,59 % en 2016)
Assainissement :	1 751 201 €	soit	12,73 %	(9,54 % en 2016)
Piscine/Sport :	1 000 448 €	soit	7,27 %	(6,58 % en 2016)
Interv. économiques/tourisme :	866 756 €	soit	6,30 %	(8,12 % en 2016)
Autres compétences :	1 762 553 €	soit	12,82 %	(10,04 % en 2016)

Les dépenses relatives aux charges générales et aux charges financières, d'un montant total de 4 880 755,10 €, représentent, quant à elles, 35,49 % (32,12 % en 2016) du total des crédits de fonctionnement.

RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT 2017



1.2 Les dépenses d'investissement

En 2017, les crédits d'investissement ont été consommés à hauteur de 35,69 % (26,76% en 2016). La part des dépenses d'investissement hors dépenses financières dans l'ensemble des dépenses d'investissements, s'est située à 77,07% (62,73 % en 2016).

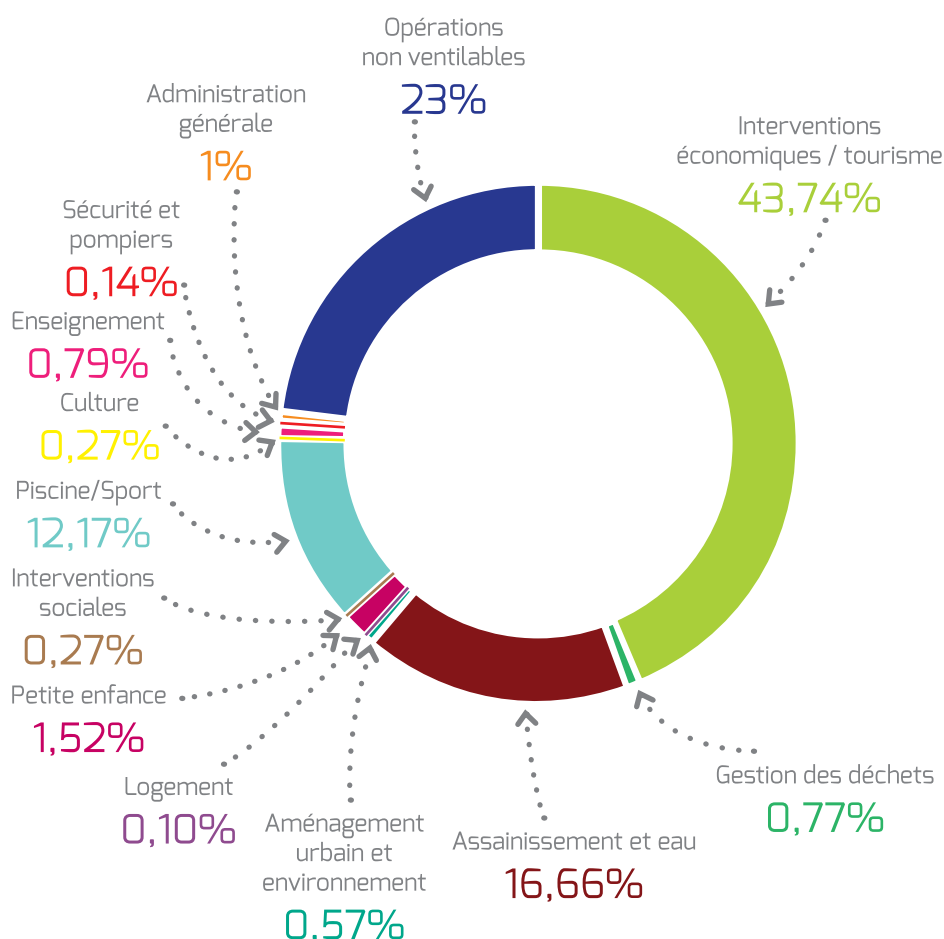
La part consacrée au remboursement de la dette représente 22,93 des dépenses totales d'investissement (dépenses réelles) - (34,07 % en 2016).

Les dépenses relatives à l'exercice des compétences de la communauté de communes, d'un montant total de 7 056 826,11 €, représentent 76,44 % (61,60 % en 2016) des dépenses de la section d'investissement,

Gestion des déchets :	71 280 €	soit	0,77 %	(0,69 % en 2016)
Assainissement :	1 537 689 €	soit	16,66 %	(11,03 % en 2016)
Intervention économiques / Tourisme :	4 037 644 €	soit	43,74 %	(38,78 % en 2016)
Piscine/Sport :	1 123 138 €	soit	12,17 %	(8,99 % en 2016)
Autres compétences :	287 073 €	soit	3,12 %	(2,11 % en 2016)

Les dépenses relatives aux charges générales et au remboursement du capital de la dette, d'un montant de 2 174 973,44 €, représentent, quant à elles, 23,56 % (38,40 % en 2016) du total des crédits d'investissement.

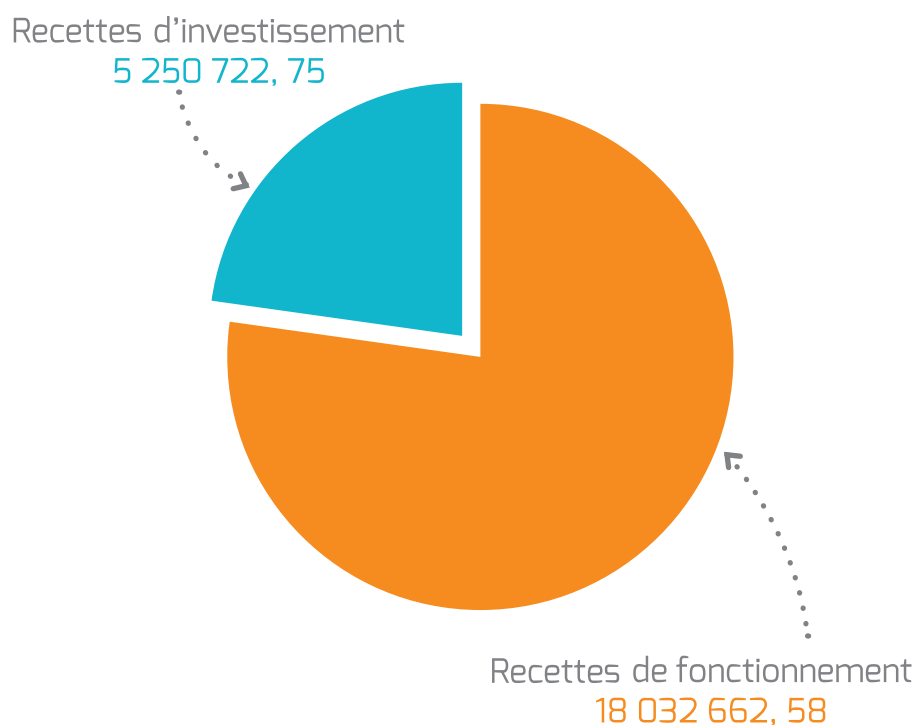
RÉPARTITION DES DÉPENSES RÉELLES D'INVESTISSEMENT 2017



2. LES RECETTES RÉELLES DES BUDGETS DU DUF

En 2017, le montant des réalisations de recettes s'élève, globalement (hors opérations d'ordre) à 23 283 K€ (31 596 K € en 2016), soit une diminution de 35,70 % (cession CLIE à VIESSMANN FAULQUEMONT en 2016) :

- 18 032 K € en section de fonctionnement (24 854 K€ en 2016) soit une diminution de 27,45 %, (ceci s'explique par la cession CLIE en 2016 d'un montant de 6 millions)
- 5 251 K€ en section d'investissement (6 742 K€ en 2016), soit une diminution de 22,13 %.



Le taux de réalisation est de :

- 98,75 % (125,68 % en 2016) en section de fonctionnement,
- 52,97 % (47,20 % en 2016) en section d'investissement (hors restes à réaliser).

2.1 LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

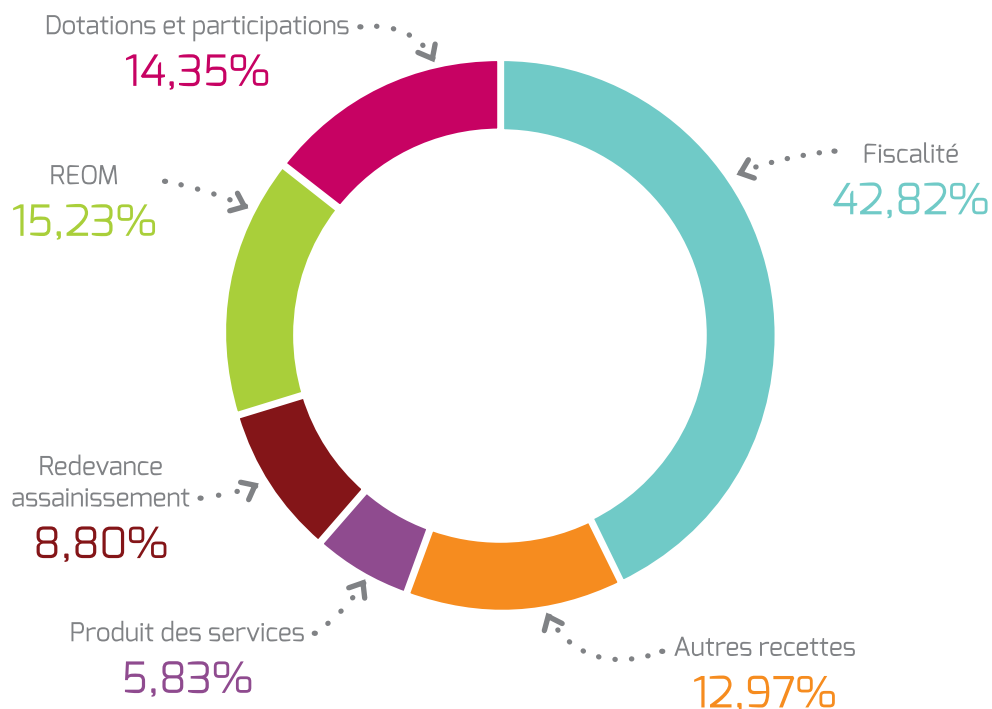
Les produits de fonctionnement qui se sont élevés, en 2017, à 18 032 409,33 € (24 853 939 € en 2016), sont en diminution de 27,45 % par rapport à 2016.

Leur taux de réalisation est de 98,75 % (125,68 % en 2016).

Les recettes de fonctionnement se répartissent, comme suit, par nature :

Fiscalité :	7 720 976 €	soit	42,82 %	(30,33 % en 2016)
Dotations :	2 587 492 €	soit	14,35 %	(10,57 % en 2016)
Redevance Ordures Ménagères :	2 746 987 €	soit	15,23 %	(11,09 % en 2016)
Redevance assainissement :	1 587 209 €	soit	8,80 %	(6,23 % en 2016)
Produit des services :	1 050 684 €	soit	5,83 %	(4,31 % en 2016)
Autres Recettes :	2 339 312 €	soit	12,97 %	(37,46 % en 2016)

RÉPARTITION DES RECETTES RÉELLES DE FONCTIONNEMENT 2017



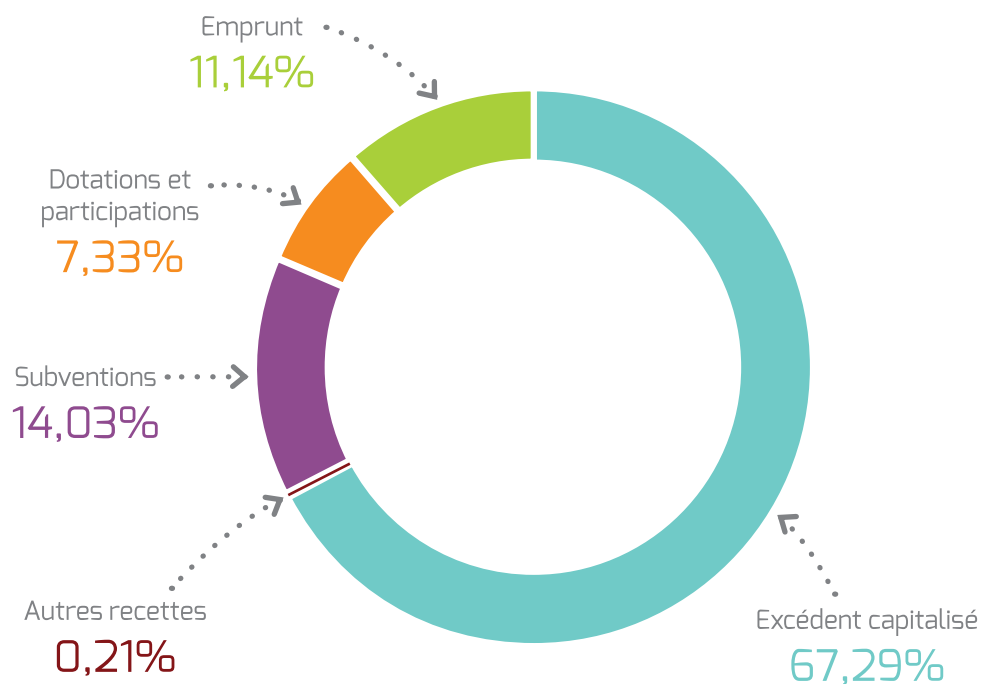
2.2 LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes d'investissement, qui se sont élevées en 2017 à 5 250 722,75 € (hors opérations d'ordre) (6 742 771,37 € en 2016), soit une diminution de 22,13 % par rapport à 2016.

Elles se répartissent comme suit :

Subventions :	736 676 €	soit	14,03 %	(22,81 % en 2016)
Dotations :	384 664 €	soit	7,33 %	(3,18 % en 2016)
Emprunt :	585 000 €	soit	11,14 %	(17,80 % en 2016)
Excédent capitalisé :	3 533 173 €	soit	67,29 %	(51,42 % en 2016)
Autres recettes :	11 208 €	soit	0,21 %	(4,80 % en 2016)

RÉPARTITION DES RECETTES RÉELLES D'INVESTISSEMENT 2017



3. LES EPARGNES DEGAGEES

L'épargne correspond aux économies réalisées par le DUF.

Elle résulte de la différence entre les recettes et les dépenses de fonctionnement.

Ces économies permettent au DUF :

- de rembourser les intérêts de la dette,
- de rembourser une partie du capital des emprunts,

et, si elles sont suffisantes, d'autofinancer une partie des investissements.

L'épargne brute dégagée au cours de l'exercice 2017 s'élève à 4 183 K€ (9 034 K€ en 2016) soit un montant largement suffisant pour faire face au remboursement du capital de la dette 2 117 K € (2 026 K € en 2016), ce qui permet de dégager une épargne nette de 2 066 K€.

Cette épargne nette a permis de financer une partie des dépenses d'investissement.

4. LA CHARGE DE LA DETTE

L'annuité de remboursement des emprunts s'est élevée à 2 124 K€.

L'année 2017 a été marquée par la mobilisation d'un emprunt de 585 K€ pour le budget assainissement.

Notre encours de dette est passé de 32 995K€ au 31.12.2016 à 31 444 € au 31.12.2017, soit une réduction de 1 551 K€.

En termes de ratios, le remboursement de notre dette (capital et intérêts : 2 938 K€) mobilise 16,29 % (11,68 % en 2016) de nos ressources de fonctionnement et représente 117,27 € par habitant.

Conclusion

L'année 2017 est encore la démonstration que l'augmentation de la contribution du DUF au redressement des finances publiques n'est pas une contrainte à l'investissement.

A travers ce compte administratif nous affirmons notre volonté de faire du développement économique notre priorité, tout en veillant à ce que l'attractivité du territoire à travers les autres compétences exercées ne soit pas négligée.

Notre devoir est de lutter contre le chômage et de favoriser la création et le maintien des emplois locaux dans notre action quotidienne, dans un esprit de solidarité intercommunale.

RATIOS

Insee : 25 330 habitants

RATIOS	UNITÉ	CA 2016	CA 2017
(1)Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population	€	403.98	367.26
<i>(1bis) Tous budgets</i>	€	693.84	585.85
(2)Produits des impositions directes/ population	€	237.47	244.77
(3)Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population	€	453.70	457.24
<i>(3bis) Tous budgets</i>	€	1 075.12	754.82
(4)Dépenses d'équipement brut/population	€	116.71	209.93
<i>(4bis) Tous budgets</i>	€	147.15	280.88
(5)Dettes / population	€	196.98	180.76
<i>(5bis) Tous budgets</i>	€	1 299.90	1 240.13
(6)D.G.F./population	€	62.92	57.34
(7)Dépenses de personnel/DRF	%	16.17	18.76
<i>(7bis) Tous budgets</i>	%	12.26	15.04
(8)Produits des impositions directes / potentiel fiscal	%	0.77	0.80
(9) Marge d'autofinancement courant = (DRF + remboursement dette)/RRF	%	92.56	83.89
<i>(9bis) Tous budgets</i>	%	71.97	88.69
(10)Dépenses d'équipement brutes/ RRF = taux d'équipement	%	25.72	45.91
<i>(10bis) Tous budgets</i>	%	13.69	37.21
(11)Dettes / RRF	%	43.42	39.53
<i>(11bis) Tous budgets</i>	%	120.91	164.30

ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/2017

GRADE ou EMPLOI	CATÉGORIE	EFFECTIFS POURVUS 31/12/2017	DONT TEMPS NON COMPLET
BUDGET GENERAL			
Secteur ADMINISTRATIF			
Directeur	A	1	
Attaché Principal	A	1	
Attaché	A	4	
Rédacteur	B	2	
Adj Adm Ppal 1ère CL	C	2	
Adj Adm Ppal 2ème CL	C	5.5	
Adj Adm	C	2	
sous-total		17.5	0
Secteur TECHNIQUE			
Ingénieur Principal	A	0.8	
Technicien Ppal 1ère CL	B	2	
Technicien Ppal 2ème CL	B	1	
Agent de maitrise Ppal	C	2	
Adj Tech Ppal 2ème CL	C	6.5	
Adj Tech	C	3	1
sous-total		15.3	1
Secteur SPORTIF			
Educateur des APS 2ème CL	B	5	
Opérateur des APS	C	1	
sous-total		6	0
TOTAL		38.8	1
BUDGET ENVIRONNEMENT			
Adj Adm Ppal 2ème CL	C	2	
TOTAL		2	0
BUDGET ASSAINISSEMENT			
Secteur ADMINISTRATIF			
Adj Adm Ppal 2ème CL	C	0.5	
Secteur TECHNIQUE			
Ingénieur Principal	A	0.2	
Agent de maitrise Ppal	C	2	
Agent de maitrise	C	1	
Adj Tech Ppal 2ème CL	C	2.5	
Adj Tech	C	3	
sous-total		8.7	
TOTAL		9.2	0
TOTAL GENERAL		50	1

VOTE DES COMPTES ADMINISTRATIFS

Je vous demande donc d'approuver le Compte Administratif 2017 du Budget Général ainsi que les budgets annexes « usines-relais », « locations immobilières », « gestion déchets » et « assainissement », les comptes de gestion du receveur, qui sont en parfaite concordance et d'affecter comme suit au Budget Primitif 2018 du budget général et des budgets annexes, les résultats 2017, à savoir :

BUDGET GENERAL

Section de fonctionnement

Dépenses.....	10 449 247.13 €
Recettes	17 370 155.07 €
Excédent de clôture	6 920 907.94 €

Section d'investissement

Dépenses.....	7 664 812.94€
Recettes	5 064 628.38€
Besoin de financement.....	2 600 184.56 €
(Déficit à reporter)	

Affectation du résultat de fonctionnement

Report en fonctionnement.....	3 262 422.38 €
Besoin de financement.....	2 600 184.56 €
Restes à réaliser	1 058 301,00 €
Réserves	3 658 485.56 €

BUDGET ANNEXE USINES RELAIS

Section de fonctionnement

Dépenses.....	1 060 708,78 €
Recettes	1 759 508,63 €
Excédent de clôture	698 799,85 €

Section d'investissement

Dépenses.....	1 465 614,85 €
Recettes	7 350 820,65 €
Excédent de clôture	5 885 205,80 €
Reste à réaliser dépense	88 490 €

BUDGET ANNEXE LOCATIONS IMMOBILIERES

Section de fonctionnement

Dépenses.....	17 032,88 €
Recettes	30 313,60 €
Excédent de clôture	13 280,72 €

Section d'investissement

Dépenses.....	468,16 €
Recettes	1 156 795,37 €
Excédent de clôture	1 156 327,21 €

BUDGET ANNEXE GESTION DECHETS

Section de fonctionnement

Dépenses.....	3 768 669,89 €
Recettes	3 654 628,87 €
Déficit de clôture.....	114 041,02 €

Section d'investissement

Dépenses.....	71 280,00 €
Recettes	248 621,79 €
Excédent de clôture	177 341,79 €
Reste à réaliser dépense.....	26 300 €

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

Section de fonctionnement

Dépenses.....	2 399 427,41 €
Recette.....	2 813 164,42 €
Excédent de clôture	413 737,01 €

Section d'investissement

Dépenses.....	2 490 513,02 €
Recettes	2 687 262,35 €
Excédent de clôture	196 749,33 €

Affectation du résultat de fonctionnement

Report en fonctionnement	0.00 €
Besoin de financement	0.00 €
Reste à réaliser dépense	1 523 584 €
Affectation de l'excédent de fonctionnement en investissement	413 737,01 €